Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1108

Rubrik: Médias

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LIBÉRALISME

Une logique perverse

Des économistes commettent aujourd'hui l'erreur que faisaient hier nombre d'ingénieurs: ils ne voient le monde qu'à travers la petite lunette que leur fournit leur science.

(*jd*) «*L'inégalité croissante entre les revenus est le prix certes choquant, mais le prix de la concurrence et du progrès*». Ce propos provocateur, c'est un économiste allemand qui l'a tenu lors d'un récent colloque du Centre pour la direction d'entreprise à Zurich. Mais si cette évolution peut paraître choquante, elle est néanmoins positive car en définitive, ajoute ce professeur, les couches défavorisées sont mieux loties dans une société en moyenne aisée que dans une société pauvre. Dérapage verbal ou cynisme professoral délibérément affiché ? Simple coïncidence, les thèses développées par Walter Wittmann, professeur d'économie à l'Université de Fribourg, dans son dernier livre ? L'auteur, partisan de longue date d'un libéralisme intégral, pousse à l'extrême la logique de l'économie de marché. Propagandiste d'une déréglementation généralisée qui affecterait aussi bien l'agriculture que la santé, la culture et l'armée, Wittmann ne reconnaît à l'Etat que la seule tâche d'assurer à chacun le minimum vital. Il admet certes la nécessité d'une assurance contre les risques liés au chômage, à la vieillesse et à la maladie, mais sans participation financière de l'Etat et des entreprises; ainsi par exemple c'est aux patients et aux assurés d'assumer seuls le coût de l'assurance-maladie: les subventions publiques, en abaissant artificiellement le prix des prestations, ne font que stimuler la demande.

Ecologie libérale

Si le logement est si cher, c'est à cause des interventions de l'Etat qui ont créé la rareté. L'agriculture subventionnée coûte trop cher aux contribuables et aux consommateurs et maintient en vie des structures inutiles. Dans les régions de montagne par exemple, seul un paysan sur dix ou quinze devrait subsister; aux autres, offrons une retraite anticipée ou un recyclage professionnel. L'aménagement du territoire, la protection des paysages ? Laissons la nature reprendre le dessus: c'est la contribution du libéralisme sauvage à l'écologie ! Et si néanmoins des familles persistent à résider dans des régions excentrées et peu propices à une activité économique rentable, qu'elles assument les frais des liaisons routières et ferroviaires nécessaires: il n'y a pas un droit à habiter tel village ou tel hameau parce que sa famille y habitait déjà il y a un siècle ou deux. Wittmann est convaincu par la loi de la centralité: soit une agglomération se développe, s'étend, soit elle stagne et est appelée à disparaître; c'est ce qu'il appelle un «assainissement passif». Cessons donc d'intervenir à tort et à travers et au prix fort pour maintenir des structures non viables naturellement.

Trop de démocratie

L'économiste d'origine grisonne est bien conscient que ces mécanismes de concurrence débridée vont faire des victimes. C'est là et là seulement que l'Etat est légitimé à agir; si certaines personnes ne peuvent plus payer leur loyer, leurs cotisations d'assurance ou d'autres prestations indispensables au minimum vital, la collectivité doit alors leur venir en aide directement.

Wittmann ne craint pas de soumettre les institutions à l'épreuve de sa logique: à son avis la démocratie directe et le fédéralisme sont trop développés en Suisse, d'où la difficulté de réaliser une véritable économie de marché dans ce pays. Il faut donc changer les institutions.

La thèse est extrême, caricaturale. Elle illustre l'irréalisme où peuvent être conduits des théoriciens fascinés par un mécanisme abstrait et qui ne peuvent plus concevoir le fonctionnement de la réalité sociale qu'à travers cette logique réductrice.

Longtemps les ingénieurs ont abordé les problèmes qui leur étaient confiés dans une perspective exclusivement technique, sans imaginer que leurs solutions, de ce fait, n'étaient pas optimales d'un point de vue social ou écologique. L'approche est en train de changer et la formation des ingénieurs prend en compte maintenant une perspective plus globale; le spécialiste apprend l'humilité.

Aujourd'hui les économistes prennent la relève et proposent une panacée, la concurrence, un peu comme les médecins militaires prescrivaient indistinctement un comprimé de «Treupel» pour tous les maux dont se plaignait la troupe. Comme des enfants fascinés par un nouveau jouet, ils appliquent tous azimuts leurs modèles théoriques, en méconnaissance des mécanismes subtils qui régissent la vie en société.

Après le refus helvétique de l'EEE, la revendication d'une large déréglementation va se faire plus pressante. Entre la séduction des solutions simplistes de l'économisme conquérant et la défense frileuse du statu quo, il s'agit de tracer le chemin difficile des restructurations économiques et des innovations nécessaires tout en développant la solidarité indispensable à la cohésion sociale (voir DP nº 1066, «La crise de l'Etat-providence»).

C'est affaire de décision politique et non de fatalité économique. ■

MÉDIAS

Lancement de *Vevey hebdo*, le magazine de la Riviera vaudoise, pour combler partiellement le vide laissé par la fusion du quotidien local avec celui de la ville voisine. Il est imprimé à Genève.

Titre du journal économique lancé par Ringier et ses partenaires à Bucarest: *Capital*.

Lancement de deux nouvelles chaînes de télévision privée en Allemagne, *N-TV* et *Vox*, toutes deux essentiellement centrées sur l'information.

Un journal tamoul est publié depuis quelques mois à Spiez. Il s'appelle *Tamil Edu*, (le livre des Tamouls). Avec un tirage de 5000 exemplaires, un modeste salaire pourrait être payé aux responsables.

Le succès du bi-mensuel *K-Tip*, qui accompagne depuis deux ans l'émission *Kassensturz* et qui tire à 150 000 exemplaires, a incité les éditrices de *Prüf mit*, la petite sœur de *J'achète mieux*, à revoir leur formule. Le tirage plafonne depuis deux ans à 43 000 exemplaires environ.